Femmes terroristes

Des sorcières comme les autres

Octobre 1970. Le Québec connaît le point culminant d'une crise politique et son dénouement. Après les bombes dans les boîtes aux lettres, aux portes [illegible] et les tracts lus à la radio, c'est James Cross, puis Pierre Laporte qui est enlevé et finalement assassiné. L'oeuvre est signé FLQ, et tout le Canada en tremble.*

Quinze ans plus tard, tout cela semble bien loin et le Québec bien à l'abri du terrorisme. Pourtant, le terrorisme en Occident est loin de vouloir disparaître, malgré quelques changements dans son orientation. Les femmes n'y [illegible]-elles pas de plus en plus nombreuses? Les Cinq de Vancouver n'ont-ils pas récemment été sévèrement puni pour avoir commis des actes terroristes [illegible]

** Front de libération du Québec*

par Hélène Sarrazin

C'est un terrorisme d'extrême gauche qui, dans des sociétés semblables à la nôtre – mêmes structures démocratiques, niveau de vie équivalent ou supérieur – fait rage aujourd'hui. Brigades rouges en Italie, Fraction armée rouge en Allemagne, Action directe en France ; plus près de nous, Direct Action au Canada, autant de groupes se reconnaissant entre eux et s'opposant à l'État. Davantage encore que le terrorisme de libération nationale (Québec, Irlande, Pays basque), ce terrorisme étonne et choque.

Photo : Pono presse

Ce qui étonne davantage : le fait que les femmes sont aujourd'hui de plus en plus actives dans les groupes terroristes. En Allemagne, elles seraient plus nombreuses que les hommes. Il existe d'ailleurs, depuis quelques années, des groupes composés exclusivement de femmes. Qui sont-elles et pourquoi font-elles ce choix ? À quoi ressemblent les rapports homme/femme à l'intérieur des groupes clandestins ? Pourquoi les femmes quittent-elles ces groupes ? Ce sont des questions qu'il faut se poser puisque, comme l'écrivent des féministes allemandes, «nous ne pouvons ignorer les actes de nos soeurs, la question de la violence reste à discuter entre nous[1]».

Les médias parlent de «pasionarias», de femmes qui, par amour, suivent leur homme dans la clandestinité, de féministes hystériques, autant d'images contradictoires et caricaturales, présentées sans nuance. En fait, le profil des femmes qui choisissent la lutte armée, comme celui des hommes, correspond habituellement à une personne jeune (entre 18 et 30 ans), issue d'un milieu relativement aisé, souvent de gauche, possédant une bonne éducation et s'étant impliquée dans différents mouvements étudiants ou gauchistes. Chez les hommes, on a identifié un autre type, celui du délinquant qui trouve dans le terrorisme une justification à ses actes ; on n'a pas retrouvé de référence à un tel cheminement dans les témoignages de femmes.



TERRORISME

L'État fasciste

Pour les terroristes, la démocratie n'est qu'une image que les pays occidentaux se donnent car il s'agit, au fond, d'États fascistes. Leur action vise donc à forcer l'État à intervenir et ainsi révéler sa vraie nature. De là, ils espèrent provoquer une prise de conscience et un soulèvement de masse. Ce raisonnement est à la base même de l'action terroriste.

En Italie, où le terrorisme a atteint des proportions hallucinantes, on a assassiné des hommes politiques, le président Aldo Moro étant le plus illustre, mais on s'est aussi attaqué à des journalistes de gauche, à des juges intègres, ces derniers accusés d'occulter «la réalité fasciste de l'État» par leurs positions progressistes. En Allemagne, on s'est attaqué au patron des patrons, Hans Martin Schleyer, mais aussi à Peter Lorenz, leader des démocrates-chrétiens.

Dans les groupes mixtes, les femmes n'optent pas pour l'action terroriste pour des raisons spécifiques à elles. C'est en tout cas ce que révèlent leurs témoignages. Elles y viennent après un cheminement idéologique – groupes étudiants et gauchistes – où le primat de l'action apparaît de plus en plus nettement comme la seule alternative au changement social. Ce choix s'inscrit cependant dans un contexte social et politique particulier. Selon certain-e-s chercheur-e-s, c'est le résultat de la trahison que ressentent ces militant-e-s face à une gauche qui décide de faire alliance avec la droite. C'est le cas en Italie où les pourparlers entre le Parti communiste et la Démocratie chrétienne ont débouché sur le fameux «compromis historique» ; en RFA, où une coalition des libéraux et des sociaux-démocrates a permis à ces derniers de prendre le pouvoir ; en France, où la gauche a été portée au pouvoir en 1981 et où il est de plus en plus clair que pour le conserver, cette dernière freine ses réformes. Pour d'autres, c'est plutôt l'absence d'un mouvement social articulé et contestataire qui permet d'expliquer le terrorisme. La preuve ? En 1975, l'Italie et l'Allemagne ont des mouvements sociaux qui dépérissent tandis qu'en France on assiste au phénomène LIP, une expérience d'autogestion sans équivalent, le Larzac aussi, une lutte pour empêcher l'installation d'une centrale nucléaire dans cette région agricole, sans oublier le mouvement des femmes qui continue de mobiliser des énergies. Résultat : pas de passage à la lutte armée en France. Enfin, d'autres encore avancent l'idée que les pays où sévit le plus le terrorisme, soit l'Italie, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest sont ceux qui ont connu le fascisme et/ou ont été vaincus lors de la Seconde Guerre mondiale. Des éléments contestataires s'opposeraient aujourd'hui au rapport de dépendance qui lierait leur pays aux États-Unis.

Hors l'illégalité, point de salut

Dans les groupes composés de femmes exclusivement, le choix de l'action violente est justifié non seulement par la question de «l'État fasciste» mais aussi par une analyse féministe. En France, les Allumeuses de réverbères ont plastiqué plus d'un sex-shop ; en Allemagne, les Rothe Zora (Sorcières rouges) ont placé une bombe au Tribunal constitutionnel de Karlsruhe. En 1974, elles exigeaient la suppression du paragraphe 218 (réforme limitant l'avortement). Et en 1977, elles provoquaient une explosion au siège de l'Ordre des médecins



Rome : 24 janvier 1983
Fin du procès «Aldo Moro»

d'où émanait cette réforme. Parallèlement, elles ont multiplié les attaques contre les sex-shops. Elles ont aussi incendié les voitures des avocats responsables de toute une série d'expulsions d'appartements. Leurs dernières actions ont été dirigées contre une entreprise d'ordinateurs puisque ces dernières produisent «des formes plus élaborées de production pour la guerre et pour combattre la résistance».

Pour les Rothe Zora, la voie légale ne suffit pas. Au contraire : «Les structures habituelles de l'oppression et de la violence sont la légalité : si des marchands d'esclaves achètent nos soeurs du Tiers monde et les revendent aux petits-bourgeois allemands, c'est légal ; si les femmes font, pour avoir le minimum vital, un travail des plus monotones et ruinent leur santé, c'est légal. Ce sont toutes ces structures de violence que nous ne sommes plus prêtes à supporter plus longtemps et que nous dénonçons. (...) Mais les injustices criantes auxquelles les femmes sont soumises se heurtent à un mur d'ignorance. (...) L'oppression n'apparaît que lorsqu'il y a résistance. C'est pourquoi nous sabotons, nous boycottons, nous nous vengeons, lorsque nous avons pris connaissance d'une violence exercée ou d'une humiliation, en attaquant les responsables[2].»

Les premières motivations du terrorisme ne sont donc pas d'ordre psychologique, pas plus pour les femmes qui s'y engagent que pour les hommes. Mais en ce qui concerne les femmes, les sociétés dans lesquelles elles vivent et les difficultés qu'elles éprouvent à y vivre sont des facteurs qu'on ne peut négliger.

Née serve et insoumise

Prenons l'exemple d'Elizabeth Kovalskaia, révolutionnaire russe impliquée dans le mouvement populiste de 1865-1870. Seule femme née serve* dans le mouvement populiste, Elizabeth découvre dès son jeune âge la dépendance liée à son statut civil et à mesure qu'elle grandit, à son statut de femme. L'université lui est interdite : les femmes ne sauraient, dit-on, accéder aux valeurs de la civilisation sans manquer gravement à leurs obligations naturelles. Choisir la révolution c'est se soustraire à la subordination qui attend toute femme russe, à plus forte raison celles qui vivent toujours sous ce joug féodal. C'est aussi s'impliquer pour améliorer le sort d'autres femmes. On ne perçoit pas toujours clairement cette dimension de justice sociale dans l'action terroriste mais elle est toujours présente, particulièrement chez les femmes. Comme l'ont écrit Ida Fare et Franca Spirito dans *Mara et les autres*, recueil de témoignages de terroristes italiennes, «c'est la profonde sensibilité des femmes qui leur permet de sentir les manques d'une société et la pauvreté des instruments pour se révolter contre elle.[3]»

Cent ans plus tard, on retrouve chez les Italiennes le même réflexe de libération. «La société prétend te contrôler en tout, te donner un rôle pour toute la vie. Te construire de manière autonome est donc un acte libérateur...» Se construire de manière autonome, c'est ainsi qu'apparaît la clandestinité. On connaît pourtant les règles très strictes qui ont cours dans ce milieu. Mais quitter la famille constitue déjà un tel affranchissement qu'il soulage de tout le reste. La même militante poursuit : «En 1972, à Londonderry, pendant l'occupation des territoires libérés par l'IRA, aucun des militants ne souffrait plus de troubles psychiques ni de maladies mentales. Tu risques ta vie dans une telle situation mais tu es toi-même ; tu fais sauter ton oppression, une oppression que tu sentais autour de toi. Diffuse, violente, impossible à déterminer. L'affrontement est libérateur. Pense à ce que tu es tous les jours : tu manges à une

* Condition des paysan-ne-s russes qui appartenaient (littéralement) à l'aristocratie. Le servage fut aboli sous Alexandre II.

Photo : Pono presse

heure, tu fais la vaisselle, etc. Au moment où tu dis à ta famille : Allez vous faire foutre, je me tire, tu démarques un rapport précis, tu dis "je n'accepte plus".»

Outre l'expression d'une révolte, la lutte armée pour les femmes italiennes se veut un milieu de vie à partir duquel on aspire à créer autre chose. «Quitte ta mère, entre dans la lutte armée... fais-le pour que vivre ait un sens...»

«Pudding et napalm»

Il est plus difficile par ailleurs de comprendre les motivations des femmes allemandes, le phénomène des «repentis»[4] qui a permis de recueillir énormément de témoignages étant spécifique à l'Italie. Tout au moins pouvons-nous dire que les Allemandes sont des femmes conscientes de leurs droits et sans doute plus libres dans leurs mouvements que leurs soeurs italiennes. La société dans laquelle elles évoluent n'en demeure pas moins structurée en fonction de l'ordre et des valeurs morales ; une société d'abondance où le carcan du mode de vie bourgeois pèse lourd. Et comme toujours, davantage pour les femmes. C'est à ce type d'organisation et surtout, aux rapports humains qui en découlent, que les Allemandes s'opposent.

Avant de passer à la lutte armée, Ulrike Meinhof, pour ne nommer qu'elle, a écrit plusieurs articles sur l'abolition du mariage, condamnant le fait que les femmes s'y retrouvent toujours «prolétaires». Elle avait aussi dénoncé les règles de la vie politique et identifié ses protagonistes : «On trouve choquant de lancer du pudding et du lait caillé sur des hommes politiques, mais on ne trouve pas choquant de recevoir des hommes politiques qui donnent l'ordre de raser des villages et de bombarder des villes[5]. Ce qui est criminel, ce n'est pas de lancer des bombes au napalm sur des femmes, des enfants et des vieillards, mais de protester contre ces bombes.»

Dans la clandestinité, Ulrike Meinhof va approfondir sa réflexion : elle analyse la gauche allemande, le rapport de son pays avec la puissance impérialiste américaine. Le communiqué revendiquant l'attentat contre le générateur de Fessenheim[6] se termine sur une véritable profession de foi condamnant l'énergie nucléaire, expression d'une société «bâtie sans les femmes et contre elles». Le choix de la lutte armée dans le cas des Allemandes est axé sur la destruction, seule alternative face à une société où il est impossible de vivre sans s'en reconnaître complice.

Quelle que soit la société dont ces femmes sont issues, on voit se dessiner une constante : une certaine révolte contre la condition des femmes. Ce n'est pas là le déclencheur qui mène à la lutte mais une fois qu'on a fait ce choix, c'est de toute évidence un élément qui favorise la ferveur dans l'action.

«Cette espèce de discrimination...»

Du fait que la lutte armée vise à détruire l'ordre social bourgeois, on pourrait en déduire que l'ordre établi dans la clandestinité est tout à fait différent. On sait d'autre part que ce n'est pas parce qu'on est homme de gauche qu'on est nécessairement féministe. Il importe néanmoins de distinguer encore une fois la pluralité de l'expérience vécue par les femmes en tenant compte des groupes auxquels elles appartiennent.

Ce sont les terroristes italiens qui ont les organisations les plus rigides, hiérarchisées, où les décisions sont prises par un petit nombre, correspondant au modèle de lutte traditionnel. Ce n'est pas vraiment le cas en Allemagne où on cherche davantage à prendre les décisions par consensus. La place des femmes s'en trouve avantagée dans ce pays alors que les initiatives des femmes italiennes sont davantage freinées.


Louise Lanctôt

Une Italienne confiait qu'on ne pouvait attribuer cela au fait que les femmes pourraient avoir du mal à accomplir leurs actions, comme certains le laissaient entendre. Au contraire, elles seraient même plus courageuses, plus capables, plus préparées et plus convaincues que les hommes. «Mais c'est comme si une différence affleurait instinctivement dans la préparation du travail... Cette espèce de discrimination n'est pas le fait d'une décision a priori, c'est plutôt quelque chose qu'on apporte de l'extérieur, en partie inconsciemment, quelque chose qui est en-deçà de la volonté», explique-t-elle. Marcelle Padovani dans *Vivre avec le terrorisme* parle des comportements qui sont exigés des terroristes en Italie. «La responsable de cache, qui doit assurer la couverture du militant de passage, doit demeurer dans le logement, car si quelqu'un sonne à la porte, un voisin par exemple, elle doit pouvoir répondre comme si tout était normal.» Une femme au foyer, donc ? Padovani rapporte encore que chez les Brigades rouges on exige que deux clandestins qui ont eu des relations sexuelles se marient. Les hommes ont aussi tendance à identifier les femmes à partir du prénom féminisé de leur ami : «Carmela», la femme de «Carmelo», «Mirka», la femme de «Mirko».

Et au Québec, en 1970, comment nos hommes se sont-ils comportés ? Nous disposons d'un témoignage fort éloquent fourni par la seule femme impliquée étroitement dans le FLQ. Dans son ouvrage *Une sorcière comme les autres*, Louise Lanctôt explique comment elle s'est butée au rapport ambigu des hommes face aux femmes : «Comment ne pas me rebeller contre de tels révolutionnaires qui veulent utiliser la femme pour l'action mais la retournent à sa cuisine dès qu'il s'agit de discuter, de prendre la parole ou de donner son avis[7]? Louise Lanctôt a tenté d'expliquer la logique sous-jacente à cette réalité : «Ces révolutionnaires conçoivent l'action comme le symbole de la force mâle et la pratique du fusil comme la continuité du rôle dévolu à l'homme dans l'expérience et la conduite de la vie. L'étude et la théorie, elles, échoient facilement à la femme, comme la suite de son rôle social interne et invisible : cuisinière de l'imaginaire...»

Cela n'a pas empêché ses compagnons d'armes de s'opposer violemment à l'analyse du FLQ que celle-ci a entreprise en exil. «J'acceptais qu'ils m'assènent tous les coups sans broncher parce qu'on m'a éduquée dans la culpabilité d'Ève et le sacrifice de la Vierge. Pour l'un misérable traître, pour l'autre odieuse entremetteuse felquiste, j'avançais au pas, bête de somme, sans pouvoir fléchir parce qu'alors le massacre aurait été sans pitié. J'étais torturée par le paradoxe mythique féminin cherchant à me sortir de celui-ci plutôt que d'eux... Considérée comme une traître, Louise Lanctôt se vit alors confinée à la solitude. Ce rejet de la part des hommes envers les femmes qui osent questionner l'orientation du groupe, et la solitude qui en résulte, les Italiennes l'évoquent aussi. «Si je dis : je ne marche plus, je suis immédiatement une traître et c'est très difficile d'en sortir.»

Produire quelque chose de beau

Pour s'accrocher au réel, Louise Lanctôt décide alors de faire un enfant. «J'avais besoin de quelque chose de réel, j'avais besoin aussi de savoir que je pouvais produire quelque chose de beau.» Bon nombre de militantes italiennes après leur passage dans des groupes clandestins ont aussi choisi la maternité. Si cela peut paraître surprenant au départ, ces femmes voulant rompre avec les schémas traditionnels d'épouse et de mère et prendre une part active dans les grands débats de la société, il faut voir qu'elles ne trouvent pas dans le milieu clandestin ce qu'elles cherchent,

Photo : Pono presse



TERRORISME

c'est-à-dire une alternative réelle. En plus d'être obligées de lutter constamment pour être reconnues à part égale dans les discussions, les actions, elles sont en plus privées de toute relation intime véritable. La vie de couple, la maternité sont des expériences incompatibles avec la clandestinité : tout ce qui ne s'insère pas dans le cadre de la lutte contre l'État est relégué au second plan. Une militante italienne ayant eu un enfant tout en appartenant à un groupe terroriste a avoué : «Ma rupture n'a pas seulement été déterminée par l'enfant ; cette situation m'a permis d'évaluer d'autres problèmes dont j'avais déjà l'intuition. C'était, par exemple, une série de comportements, de valeurs humaines gommées et foulées aux pieds avec l'excuse de la guerre[8]». Et une fois mère, Louise Lanctôt écrivait : «Les militants devraient avoir des enfants pour apprendre à être à l'écoute et ne pas toujours avoir raison ou une justification à tout, pour apprendre à vivre plutôt qu'apprendre à se couper de la vie des gens.»

Louise Lanctôt a été déçue par le manque de réflexion de ses compagnons et par leur difficulté à se remettre en question à la suite de l'échec de leur action. Elle a aussi déploré leur incapacité à se prendre en main dans un contexte (l'exil) où ils se devaient de se questionner et de réorganiser leur vie. Pour elle, l'éducation que les femmes reçoivent, éducation qui encourage l'expression de l'émotivité, amène celles-ci à développer en regard des situations une conscience très vive. Le fait d'être plus attentives aux sensations inciterait les femmes à s'interroger et à chercher un accord entre le vécu et la pensée. Les hommes seraient moins portés à rechercher un pareil équilibre, leur conditionnement les amenant davantage à faire appel à leur rationalité. Enfin, les femmes se trouvant habituées à faire face au rejet, à vaincre d'énormes obstacles pour s'affirmer, cet apprentissage leur permettrait de développer une détermination les préparant mieux à toute forme de remise en question ou de rupture.

Respect de la vie humaine

Qu'en est-il dans les groupes de femmes seulement ? Les femmes de ces groupes qui ont choisi de rejeter le système patriarcal ont-elles réussi à développer à l'intérieur de leur structure un fonctionnement différent de celui qui fait appel à l'autorité ? Il est impossible pour l'instant de répondre à cette question, les informations sur ces groupes étant difficiles à obtenir. Ce qu'on sait, par contre, c'est qu'elles élaborent leurs actions à partir du principe de respect de la vie humaine. Françoise d'Eaubonne s'est intéressée à la question (voir encadré) et a découvert que dans les groupes de femmes les attentats étaient préparés avec d'infinies précautions de façon à ne pas porter atteinte à des vies humaines. Ce qui fait qu'on s'attaque à des immeubles mais qu'on ne signale aucune perte de vie, jusqu'à maintenant, qui puisse leur être reprochée. Dans les groupes mixtes, par contre, les femmes ne se refusent pas à verser le sang. Françoise d'Eaubonne précise cependant que leur présence limite les «bavures». C'est-à-dire qu'on privilégie les attentats ciblés plutôt que les actions risquant de faire des victimes innocentes. Cela ne signifie pas pour autant toute absence de fanatisme du côté des femmes. Comme une militante italienne le disait : «Les hommes arrivent au fanatisme sous le joug de leurs schèmes idéologiques, nous, poussées par la violence de nos rêves.»

Terrorisme : pour ou contre?

Alors que l'Italie connaît à l'heure actuelle une accalmie, l'Allemagne, la Belgique et la France pour leur part voient leurs terroristes faire front et constituer ce qu'on appelle «l'euroterrorisme». Le 1er février dernier, Ernst Zimmerman, président des industries aérospatiales de R.F.A., était mortellement blessé à coups de pistolet à Munich. Le 18 décembre, une voiture bourrée de TNT était désamorcée in extremis au centre électronique de l'OTAN, en Allemagne toujours. En janvier, à Paris, l'ingénieur général de l'armement René Audran était abattu. Enfin le mois dernier une voiture piégée explosait sur une base américaine. Résultat : deux morts et 20 blessés et le tout, signé Fraction Armée rouge et Action directe.

Les cibles aussi ont changé. En général, on concentre l'action sur l'OTAN et la défense occidentale. Le discours s'en trouve donc quelque peu modifié, l'émergence d'un fort mouvement pacifiste ayant favorisé un courant antimilitariste.

La perception générale du terrorisme changera-t-elle pour autant ? (L'opinion publique inquiète d'ailleurs, beaucoup plus qu'on le pense, les groupes terroristes.) Peut-être n'avons-nous pas suffisamment songé à évaluer le terrorisme au plan stratégique ? Il faudrait, entre autres, se demander si le terrorisme atteint vérita-

---

D'après Françoise d'Eaubonne

La lutte armée, seule alternative...

En 1978, Françoise d'Eaubonne publie *Contre-violence ou la résistance à l'État*, recueil de textes qui remet en question la couverture des médias touchant la participation des femmes aux groupes armés, face à laquelle l'auteure affiche une «solidarité critique». Françoise d'Eaubonne devient ensuite directrice du journal l'*International* aujourd'hui interdit, qui se donne comme mission de publier tous les textes des groupes clandestins. Et elle anime actuellement une émission hebdomadaire à Radio-Mouvance, réseau pirate émettant sur Paris. Quels sont donc les arguments sur lesquels se fonde d'Eaubonne pour ne pas rejeter en bloc la lutte armée ?

Elle y va d'abord d'un constat : aucune révolution n'a aboli la notion de classe. Pour elle, les pays dits socialistes n'ont fait que substituer un capitalisme d'État au capitalisme privé. Elle ajoute que si le prolétariat a échoué à se constituer en Internationale et en force offensive, c'est qu'à l'heure actuelle, il a autre chose à perdre que «ses chaînes» : il a son confort, un niveau de vie dont il ne jouissait pas auparavant. Dès lors, il faut concevoir une forme de lutte qui permette, tout en s'attaquant à l'État, d'expérimenter de nouveaux rapports fondés sur l'égalité entre les personnes. Pour cela, elle insiste sur l'idée d'approfondir d'abord toutes les dimensions de la lutte sur le plan mondial et non uniquement national. Ce qui revient à dire qu'il faut tenir compte de toutes les implications de la crise actuelle (déséquilibre économique autant qu'écologique) sur toutes les cultures, les ethnies et les sexes. Toujours selon elle, les femmes doivent s'assumer comme partie prenante de la contre-violence nécessaire au prolétariat mondial sans pour autant perdre de vue l'importance de leur lutte spécifique. Ces postulats étant posés, il s'agit de développer et d'organiser la guérilla urbaine. Car d'Eaubonne reprend ici la distinction faite par Andréas Baader entre guérilla urbaine et terrorisme ; la guérilla s'attaquant à l'appareil, le terrorisme, aux masses.

Photo : Canapress

blement ses objectifs. L'objectif de faire les manchettes est atteint sans nul doute. Mais cette publicité fait-elle progresser la «cause» pour autant ? L'histoire parle d'elle-même. Chaque épisode de terrorisme s'est soldé par un renforcement de la répression et dans les pires des cas, par un recul de la démocratie. Les forces légales d'opposition se sont trouvées effectivement désorganisées sans qu'au bout du compte le changement tant attendu se manifeste.

Comment surtout ne pas questionner le droit que les terroristes – volontairement ou non – s'arrogent sur la vie des autres ? Peut-on prendre le risque de tuer des innocent-e-s ? La destruction exorcise, c'est vrai. On peut se sentir soulagé de voir un, deux, trois sex-shops sauter. Mais les mentalités en sont-elles transformées pour autant ?... L'expérience que les femmes vivent au sein des groupes terroristes semble plaider le contraire : peu de place pour autre chose que la lutte armée et l'autorité !

Pourtant, le changement dont rêvent les femmes est concret : «Sortir le soir sans avoir peur, retrouver notre dignité, ne pas envisager avec terreur l'avenir de notre enfant handicapé», disait une italienne. Et on pourrait allonger la liste. La lutte armée peut-elle favoriser ce nouvel ordre qui permettrait le respect et l'épanouissement des femmes ? Il est permis d'en douter puisque, comme cette même militante le disait : «Ce qui manque le plus dans ce mouvement (le terrorisme), c'est la capacité de créer des alternatives à la destruction.[9]»

HÉLÈNE SARRAZIN est chargée de cours à l'université de Montréal, a travaillé à la série d'émissions de radio sur le terrorisme (du 5 septembre au 20 octobre à Radio-Canada) et travaille présentement à une thèse de doctorat sur les perspectives du mouvement des femmes au Québec.

1/ Ulrike Meinhof (signé Écho, 1977), *Mutinerie et autres textes*, Éditions des femmes, Paris, 1984.

2/ In journal *l'International*, Paris, jan.-fév. 1983.

3/ Éditions des femmes, Paris, 1982.

4/ De mai 1982 à décembre 1983, une loi a permis aux terroristes qui désiraient collaborer avec la justice de donner des noms de terroristes et par là, de voir leurs peines réduites.

5/ Éditorial rédigé pour la revue de gauche *Konkret* en mai 1967 à la suite d'une manifestation contre la guerre au Vietnam. Des étudiant-e-s ayant lancé des sacs de pudding, la presse le lendemain avait parlé d'attentat à la bombe.

6/ Centrale nucléaire en cours d'installation en Allemagne, en 1975.

7/ Éditions Québec-Amérique, Montréal, 1981.

8/ Toutes les femmes terroristes qui ont connu la prison, où elles se sont retrouvées entre femmes, ont d'ailleurs parlé de la chaleur, du repos et des rires qu'elles y ont connu, enfin.

9/ *Mara et les autres*, *op. cit.*, 1982.

Photo : Canapresse

Au Canada

Une guérilla urbaine



Une des «Cinq de Vancouver» Juliet Belmas, 21 ans.

par Dominique Robert

Été-automne 1982 : une série d'attentats revendiqués par un groupe de guérilla urbaine appelé Direct Action ébranle le Canada anglais. À Vancouver, explosion de la sous-station hydro-électrique Cheekeye-Dunsmuir et incendies à Red Hot Video, distributeur de matériel pornographique ; à Toronto, explosion de Litton Industries, usine spécialisée dans le montage de systèmes de guidage pour missiles MX-80.

Janvier 1983 : la police annonce l'arrestation des cinq membres de Direct Action en précisant que ces «extrémistes anarchistes» planifiaient, en plus, le vol d'un camion blindé de la Brinks, le sabotage du brise-glace Terry Fox de la cie Gulf Oil, et une attaque armée contre la base canadienne d'aviation à Cold Lake en Alberta. Les cinq inculpés sont : Ann Hansen (29 ans), Brent Taylor (26 ans), Gerry Hannah (26 ans), Julie Belmas (20 ans) et Doug Stewart (25 ans), tous militants et militantes dans les différents mouvements de gauche de la région de Vancouver.

En 1984, après de nombreux procès intentés contre ceux qu'on appelle maintenant les *Cinq de Vancouver*, la Cour décide de leur infliger des peines «exemplaires» : prison à vie dans le cas de Hansen et Taylor, sentence de 20 ans pour Belmas et de 10 et 6 ans respectivement pour Hannah et Stewart. La Cour en profite alors pour spécifier que ces crimes n'étant pas à teneur «politique», on se devait de sévir le plus rigoureusement possible, en vue de dissuader toute personne de recourir à «des actes de terrorisme et d'anarchie contre la société». Rhétorique quelque peu retorse, étant donné le contexte dans lequel se sont déroulées les interventions de Direct Action.

De la porno au nucléaire

De nombreuses manifestations, audiences publiques et protestations pacifiques ont été autant d'interventions inutiles visant à bloquer le projet de Hydro British Columbia : augmenter de 500 000 volts le réseau hydro-électrique de l'île de Vancouver. Selon Hydro B.C., cette augmentation devait parer à toute éventualité en regard de bris ou panne d'électricité. Selon les environnementalistes, toutefois, le mégaprojet de plusieurs billions de dollars n'aurait servi qu'à fournir de l'électricité à rabais aux corporations multinationales. La réalisation du projet allait endommager de façon encore plus marquée un écosystème déjà menacé et ce, dans le seul but d'augmenter les profits de l'entreprise privée. L'explo-



TERRORISME

sion de la sous-station Cheekeye-Dunsmuir a su freiner – momentanément – l'expansionnisme de Hydro B.C.

De la même façon, l'action dirigée contre Red Hot Video par le Wimmin's Fire Brigade (cellule composée de femmes exclusivement) a couronné de succès une lutte qui n'avait jusque-là rien pu obtenir en matière de mesures législatives contre la pornographie violente. Le communiqué émis par le WFB au moment de l'attentat stipule : «Le système juridique a été créé, et se trouve contrôlé par des hommes riches en vue de protéger leurs propriétés et leurs profits. Résultat : il ne nous reste plus qu'à changer la situation nous-mêmes par des moyens illégaux. Ceci est un acte de légitime défense contre de la propagande virulente.» Après l'attentat, deux succursales de RHV ont dû cesser leurs opérations de façon définitive.

Enfin, l'impasse dans laquelle se trouve la campagne appelée à contrer les activités militaristes de Litton Industries, près de Toronto, incite ce groupe «d'activistes radicaux» à recourir à un moyen extrême : le sabotage de l'usine. L'explosion entraîne pour 5 millions de dommages matériels, provoquant la perte d'un nouveau contrat avec l'armée de l'air américaine pour la fabrication de systèmes de guidage pour le missile Cruise. À la suite de l'attentat, la multinationale érige un mur de barbelés autour de l'établissement pour renforcer la sécurité. Ce mur a un caractère hautement symbolique : il souligne l'aspect illicite ou répréhensible des activités de Litton et constitue un autre élément de dissuasion mis de l'avant par les activistes pacifistes pour détourner les travailleurs de l'usine. La campagne antinucléaire regagne du même coup une vigueur sans précédent, ce qui fait que les manifestations de l'automne '82 sont plus populeuses que jamais.

Mais l'explosion de Litton fait aussi une dizaine de blessés et soulève un tollé de protestations et de controverses dans les milieux pacifistes, en plus de s'attirer l'anathème presque unanime de la grande presse et du public en général[1]. L'État alimente encore une fois le climat d'hystérie et de paranoïa en brandissant l'épouvantail du «terrorisme». Pourtant, on peut lire dans un communiqué publié par Direct Action quelque temps après l'explosion : «Nous affirmons en toute sincérité que cette action ne se voulait aucunement un acte de terrorisme. Nous ne tentions pas de menacer la vie des travailleurs ni celle des cadres de l'usine. Nous cherchions strictement à en détruire les installations industrielles qui produisent de la machinerie destinée à des exterminations de masse.»

Moralement engagé-e-s

Pour les membres de Direct Action, ce ne sont pas eux qui entretiennent un climat de terreur mais bien les corporations appuyées directement par l'État qui, pour sauvegarder leurs énormes intérêts financiers, sont prêtes à tout. Or la course aux armements, bien loin de défendre la soi-disant démocratie, sert à préserver l'hégémonie économique des États impérialistes, sévèrement menacée par les luttes de libération nationale qui ont lieu en ce moment dans divers pays du Tiers monde. Ces luttes opèrent une déstabilisation politique telle qu'elles sont l'une des causes majeures de la crise qui secoue le monde capitaliste aujourd'hui, crise qui poussera tôt ou tard les États impérialistes à rétablir leur économie chancelante. Ils auront alors recours à un arsenal nucléaire prévu dès le départ pour résoudre une impasse de ce genre.

À titre de guérilla urbaine, Direct Action fait donc partie d'une concertation internationale oeuvrant à renverser les États impérialistes. Se considérant comme des individus «moralement engagé-e-s» dans une lutte contre l'holocauste nucléaire et/ou écologique, les membres de Direct Action ne se définissent pas comme terroristes. Anarchistes, ils le sont dans la mesure où ils préconisent une idéologie non-autoritaire et l'avènement de sociétés politiquement décentralisées. Ils se distinguent cependant de la gauche traditionnelle de par leur reconnaissance du féminisme ainsi que de l'écologisme. «Nous nous devons d'embrasser la vision proposée par la théorie féministe et considérons toutes les autres théories visant à des changements sociaux grossièrement inadéquates si elles ne sont pas élaborées à partir d'une critique radicale du patriarcat», affirment-ils. Cette critique du patriarcat amène aussi une critique du féminisme comme tel. Ann Hansen écrit : «Les revendications des féministes de classe moyenne sont enracinées dans une acceptation de l'ordre des choses institué par le patriarcat, ses valeurs, son mode de vie. Le salaire égal pour travail égal implique l'acceptation des corporations multinationales, du gouvernement et des emplois qu'ils ont à nous offrir. Ces revendications n'arriveraient tout au plus qu'à réformer le patriarcat de telle façon que les femmes de classe moyenne retirent plus de bienfaits du système actuel, renforçant par le fait même la patriarcat en lui donnant une allure moins oppressive.»

Une résistance subversive

L'activisme radical, au Canada comme ailleurs, entend donc dépasser les paramètres d'une légalité mythique pour parvenir à de véritables changements sociaux et politiques. Direct Action insiste sur le fait que la révolution ne se trouve pas nécessairement au bout d'une bombe bien placée, mais que le sabotage, entre autres moyens de résistance, représente une action stratégiquement valable en vue de contrecarrer les visées corporatistes et étatiques. Selon ses membres, l'activisme radical propose une politique de «résistance active» qui ne contredit pas l'importance de l'activisme légal ou du pacifisme, mais qui en parachève l'efficacité, tout en se permettant de le critiquer au besoin. Faut-il rappeler que le pacifisme d'un Ghandi ou d'un Martin Luther King n'a eu de relief que parce qu'il venait se juxtaposer à des activités plus manifestement subversives ?...

Et comment nier que Direct Action est vite devenu la menace la plus sérieuse face aux activités corporalistes et militaires de l'État ? La sévérité des punitions dont ont écopé ses membres en témoigne, d'ailleurs, et contraste étrangement avec celles prononcées pour des cas similaires. Quelques explosions perpétrées par la Mafia récemment contre des restaurateurs de Toronto, et provoquant plusieurs morts, n'ont été punies que de six ans de prison. Une autre explosion, revendiquée cette fois par un groupe d'extrême droite, a eu droit à une sentence de deux ans.

Commentant la réaction de l'État face aux actions menées par les «*Cinq*», un journaliste de gauche disait : «Direct Action permet au gouvernement de mesurer jusqu'où il peut aller en vue de rendre illégale et finalement d'enrayer toute opposition sérieuse face au déploiement nucléaire, au vandalisme écologique et à la distribution de propagande violente et sexiste.[2]» Dans un pays aussi apolitique – donc manoeuvrable – que le Canada, cette réflexion a de quoi inquiéter toute personne impliquée dans les luttes féministes, écologistes et antimilitaristes.

Comme l'ensemble des groupes terroristes de gauche en ce moment, Direct Action pose des questions que nous ne pouvons ignorer.[3]

Dominique Robert est une jeune auteure à la pige.

1/ L'explosion de Litton devait être vigoureusement critiquée par les membres même de Direct Action. Ann Hansen allait par la suite déclarer : «C'était une erreur d'avoir placé une bombe près ou dans un édifice où se trouvaient des gens en train de travailler, en dépit de toutes les précautions prises pour garantir que personne ne soit blessé. Lors d'actions de ce type, on ne devrait jamais compter sur la police ou les gardiens de sécurité pour évacuer un édifice menacé d'explosion.» Les accidents étaient survenus en partie à cause de la lenteur avec laquelle on avait évacué l'usine et aussi parce que la bombe avait explosé douze minutes plus tôt que prévu.

2/ *Newsletter*, vol. 3, avril 1983.

3/ Ce texte a été rendu possible grâce à l'excellent dossier bâti par le Vancouver 5 Support Group de Montréal.

Au Québec

La saga du FLQ

par Hélène Sarrazin

À un moment où la question nationale se retrouve vivotant dans le discours folklorique des partis politiques, c'est avec étonnement qu'on repense aux événements d'octobre 70. Comment le Québec a-t-il pu passer à l'agitation armée?

Il faut se rappeler qu'au début des années 60, on n'avait jamais connu au Québec de mouvement de libération nationale structuré, organisé. Les groupes préoccupés par la souveraineté du Québec avaient déjà du mal à se faire entendre. Pour tout dire, ils étaient boycottés par les médias. C'est ce qui incitera quelques impatients à passer aux «actes».

Qui étaient-ils ? Surtout des étudiants, des professeurs ; aussi des journalistes, des employé-e-s de la télévision d'État, et une poignée d'ouvriers. Ils étaient jeunes, un grand nombre d'entre eux ayant à peine entamé la vingtaine. Ces individus, articulés, sensibles, partageaient une conscience sociale très aiguë et un idéal qu'ils n'hésitaient pas à mettre au-dessus de tout.

Dans son ouvrage *FLQ: Histoire d'un mouvement clandestin*, Louis Fournier a retracé toutes les actions felquistes de 1963 et 1972 : des bombes dans les boîtes aux lettres aux attentats contre les casernes de l'armée canadienne, en passant par les explosions aux usines de souliers La Grenade (1 mort, 3 blessés), Dominion Textile, puis au ministère du Travail et à la Bourse de Montréal (20 blessés, dont 3 grièvement).

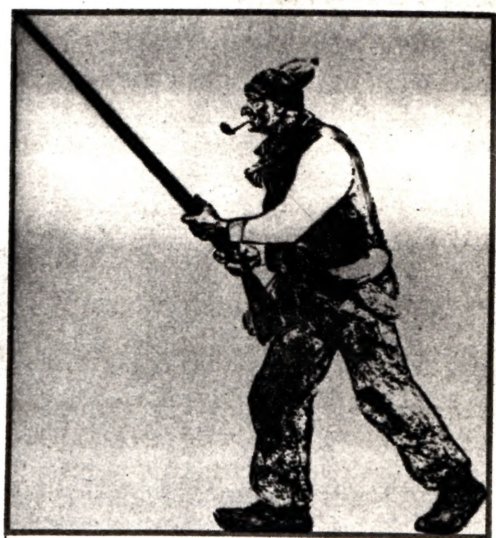
Comment expliquer cette escalade ? En 1963, il n'y a guère plus que le sentiment nationaliste poussé à son extrême qui est en cause. En 1965, avec la venue de Pierre Vallières, alors journaliste à *La Presse*, ainsi que Charles Gagnon, militant au Mouvement de libération populaire (MLP), des visées marxistes viennent éperonner le rêve nationaliste. La libération nationale, affirme-t-on, doit plutôt être réalisée de la base, pour et par la classe ouvrière. Vallières hésitera d'abord à s'engager avec le FLQ, admettant mal certaines faiblesses qu'il pressent au plan idéologique: il lui reproche notamment la complète absence d'une analyse marxiste. Mais sa réflexion l'incite d'autre part à favoriser la mise sur pied d'une guérilla urbaine.

Il faut rappeler le contexte international de l'époque : Uruguay, la lutte farouche des Tupamaros ; Bolivie, le «nouveau front de la révolution» sous l'égide du «Che» ; l'appel de Castro : «Créons deux, trois, de nombreux Vietnam». Charles Gagnon et Pierre Vallières décident alors de se rallier au FLQ. Le duo Vallières-Gagnon est le premier noyau du FLQ à se proclamer ouvertement socialiste, tout en précisant qu'il travaille à la construction d'un socialisme québécois. «Les travailleurs canadiens-français n'obtiendront rien à soutenir les revendications de la bourgeoisie nationale car leurs intérêts sont diamétralement opposés.(...) La bourgeoisie canadienne-française, même si elle obtient de Washington la permission de proclamer verbalement l'indépendance, n'en demeurera pas moins soumise aux puissants intérêts économiques des États-Unis. (...) Il n'y a qu'une façon de se décoloniser, c'est de faire la révolution.» Cette approche marxiste va consacrer une rupture par rapport aux courants antérieurs qui avaient agité le FLQ et perdurera jusqu'à la disparition du mouvement. *Nègres blancs d'Amérique* devient vite le livre de chevet du révolutionnaire québécois.

Peut-on dire que la répression consécutive aux événements d'octobre est à elle seule responsable de la disparition du FLQ? Quinze ans plus tard, on n'a toujours pas de réponse à fournir et on demeure préoccupé par la question. Tant de choses n'ont jamais été révélées dans cette histoire. Il est du moins évident que la Loi des mesures de guerre, ainsi que l'a démontré Michel Brault dans son film *Les Ordres*, a littéralement assommé les militants indépendantistes, et progressistes en général. Mais contrairement à ce qui se passe d'ordinaire, ces milieux ne se sont pas retrouvés véritablement désorganisés au Québec. La disparition du terrorisme serait plutôt liée, selon plusieurs qui y ont réfléchi, à l'implantation du mouvement indépendantiste dans la dynamique québécoise. Le Parti québécois se profilant peu de temps après et proposant une alternative forte et crédible, on a commencé à envisager d'autres recours : réaliser l'indépendance par des moyens légaux.

Le FLQ avait réussi à poser la problématique d'un Québec souverain ; il s'agissait désormais de relayer au PQ la mission de faire avancer cette cause...

Photo : Canapresse



Le Manifeste du FLQ

Le Manifeste du FLQ a été lu sur les ondes de CKAC le 7 octobre 1970, puis à la télévision de Radio-Canada le 8 octobre 1970. Il a été publié, en partie ou en entier, dans plusieurs journaux et revues. On le ressort, encore maintenant à l'occasion: on le voit un peu comme un témoignage d'un moment historique.

Saviez-vous qu'un Manifeste des femmes québécoises avait été écrit en 1971 ? Comme tout ce qui concerne les femmes, ce texte est méconnu. L'explication de ce manifeste ? Deux militantes ne se reconnaissaient pas dans le Manifeste du FLQ. On y condamnait la domination de l'homme par l'homme, mais pas un mot sur la domination des hommes sur les femmes !

Ces «oubliées de l'histoire» décident donc de redistribuer les rôles. Elles dénoncent notamment le sexisme qui prévaut parmi les groupes de gauche. Elles refusent d'adhérer à tout projet de libération nationale et sociale qui n'intégrerait pas du même coup la libération des femmes. C'est l'époque du slogan : «Pas de Québec libre sans libération des femmes. Pas de libération des femmes sans libération du Québec».

Le Manifeste paraîtra dans le bulletin nº 22 de l'Agence de presse libre du Québec, sera diffusé – de façon limitée – par les éditions de l'Étincelle. Dans la foulée de cette intervention, des militantes profitent du retentissement du procès du felquiste Paul Rose pour dénoncer l'absence des femmes dans la sélection des jurés. Eh oui, tout cela se passait il y a seulement 15 ans.